



AGENCE DE NOUMÉA
Décembre 2005

Étude sectorielle de l'Institut

Établissement public – Dotation 10 000 000 € – SIRET 78 430 111 100 – APE 651 A – Siège social : 5 rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12 – Tél. : 33+1 53 44 41 41 – Fax : 33+1 43 47 51 34

Le commerce de détail de carburants en Nouvelle-Calédonie

OBJECTIFS

La présente étude comprend deux volets :

- ☛ La représentation graphique et l'analyse d'une série d'agrégats et de ratios financiers, destinées à permettre à une entreprise du secteur étudié de se situer par rapport aux comportements, aux résultats et à la structure des autres entreprises du même secteur dans la Collectivité.
- ☛ L'élaboration et la présentation –à titre d'information macro-économique- d'un bilan et d'un compte de résultats moyens du secteur étudié, représentatifs du poids de ce secteur dans l'économie locale ainsi que des performances et de la structure moyenne des entreprises qui le composent.

MÉTHODOLOGIE

Les études sectorielles de l'Institut d'émission sur la situation des entreprises sont réalisées à partir d'échantillons représentatifs d'entreprises disposant de documents comptables sur 2 exercices consécutifs (2003 et 2004) enregistrés dans la Centrale des bilans de l'IEOM. Elles ne concernent que des entreprises constituées en société commerciale à l'exclusion des entreprises individuelles, régies par des règles comptables et fiscales différentes.

Les chiffres utilisés dans cette étude sont des ratios moyens. Un ratio moyen est le rapport de la somme des numérateurs à la somme des dénominateurs, pour toutes les entreprises de l'échantillon. Il constitue donc une moyenne pondérée des ratios individuels de chaque entreprise, qui accorde un poids plus important aux grandes entreprises. Il faut signaler que tous les cas aberrants ou trop particuliers sont éliminés du calcul des ratios.

SYNTHÈSE

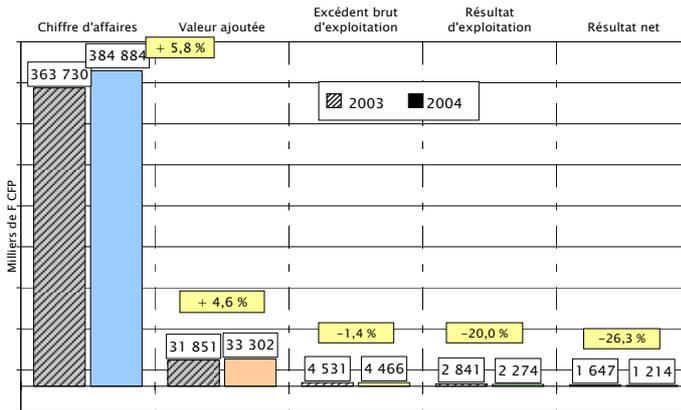
Les entreprises du secteur du commerce de détail de carburants (référéncées selon la nomenclature des activités françaises sous le code 505Z) sont au nombre de 67 et emploient 436 personnes sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie. Le Grand Nouméa totalise 33 entreprises et 261 salariés, l'intérieur et les îles comptent 34 stations employant 175 personnes.

Les entreprises du secteur du commerce de détail de carburants, retenues dans l'échantillon (constitué de 31 entreprises avec un effectif total de 190 personnes), ont enregistré une croissance modérée de leur activité au cours de l'année 2004. Malgré la maîtrise des coûts d'achat, les résultats des entreprises du secteur se dégradent en 2004 sous l'effet conjugué de la progression des consommations intermédiaires, du poids élevé des charges de personnel (lesquelles absorbent 87 % de la valeur ajoutée) et dans une moindre mesure de l'augmentation des dotations diverses.

L'analyse de la structure du bilan des entreprises de l'échantillon fait apparaître un endettement financier (incluant les comptes courants d'associés considérés comme de l'endettement) élevé et en hausse au regard des fonds propres nets. Cette évolution conjuguée à une faible progression de la capacité d'autofinancement rallonge le délai de remboursement des dettes structurelles. Cependant, la croissance des fonds propres nets supérieure à celle des dettes financières stables entraîne une réduction du taux d'endettement.

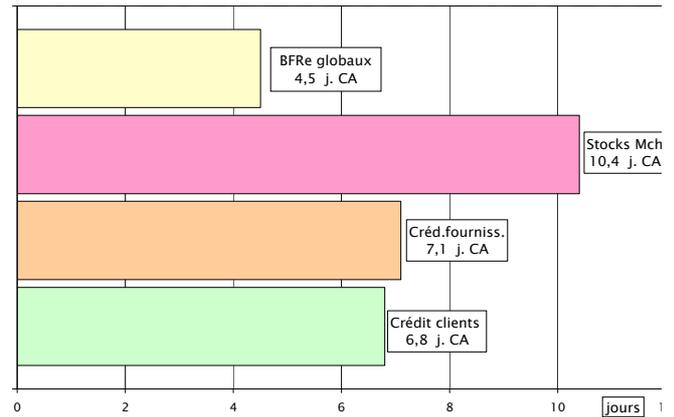
Par ailleurs, le cycle d'exploitation assez court génère un besoin en fonds de roulement faible. En effet, seuls les stocks de marchandises présentent un délai de rotation légèrement supérieur à une semaine de chiffre d'affaires. Les crédits clients et fournisseurs représentent une semaine de chiffre d'affaires. Associée à un fonds de roulement élevé et en augmentation, la faiblesse du besoin en fonds de roulement permet ainsi aux entreprises du secteur de stabiliser le recours aux concours bancaires courants et d'afficher une trésorerie excédentaire.

ACTIVITÉ - ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS



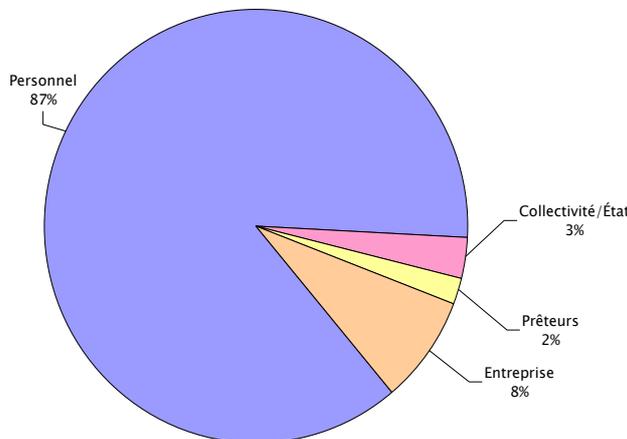
▲ Le chiffre d'affaires moyen des entreprises de l'échantillon atteint près de 385 M XPF en 2004, soit une progression annuelle de 5,8 %. Cet élan d'activité se traduit par un accroissement de la valeur ajoutée de 4,6 % en dépit d'une augmentation importante des consommations intermédiaires (+21,2 %). Affecté par une hausse des charges de personnel, l'EBE enregistre une baisse de 1,4 % pour atteindre 4,5 M XPF en 2004. Les dotations aux amortissements et aux provisions pèsent lourdement sur le résultat d'exploitation qui chute de 20 % en un an. Par ailleurs, malgré une légère diminution des charges financières et la réalisation de produits exceptionnels, le résultat net se dégrade (-26,3 %) en 2004 sous l'effet des éléments sus évoqués et d'une augmentation de l'impôt sur les bénéfices.

ACTIVITÉ - POIDS DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT EN 2004



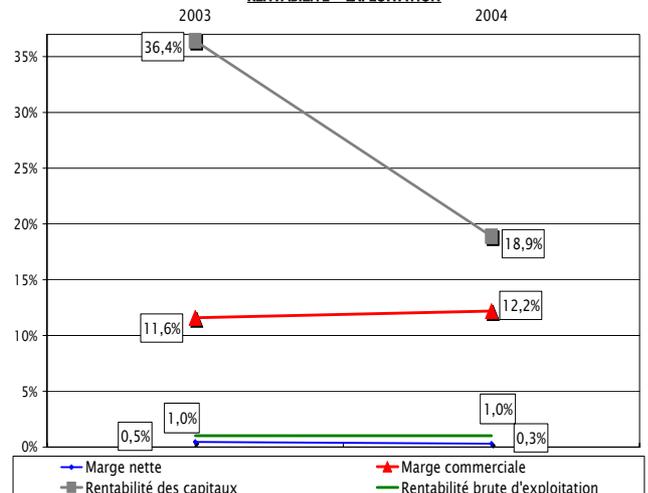
▲ Le cycle d'exploitation des entreprises appartenant au secteur du commerce de détail de carburants se caractérise en 2004 par des stocks de marchandises contenus à 10,4 jours de chiffre d'affaires, des crédits clients qui atteignent près de 7 jours de chiffre d'affaires (correspondant notamment au délai lié au traitement des paiements par cartes bancaires dédiées acceptées par les compagnies pétrolières) et des délais de paiement fournisseurs également très faibles (7,1 jours de chiffre d'affaires). Dans ces conditions, le besoin en fonds de roulement d'exploitation des entreprises de l'échantillon ne représente que 4,5 jours de chiffre d'affaires, comme en 2003.

PRODUCTIVITÉ - RÉPARTITION DU REVENU GLOBAL EN 2004

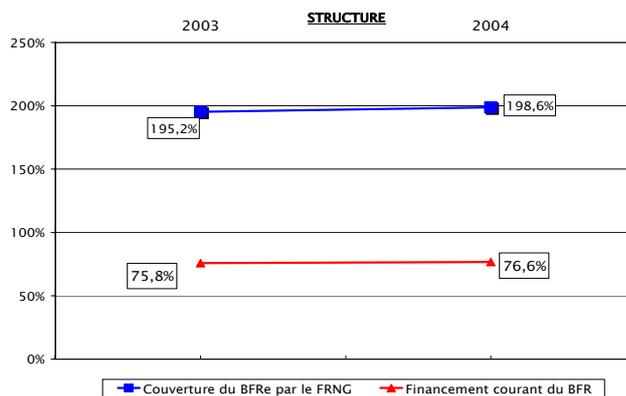
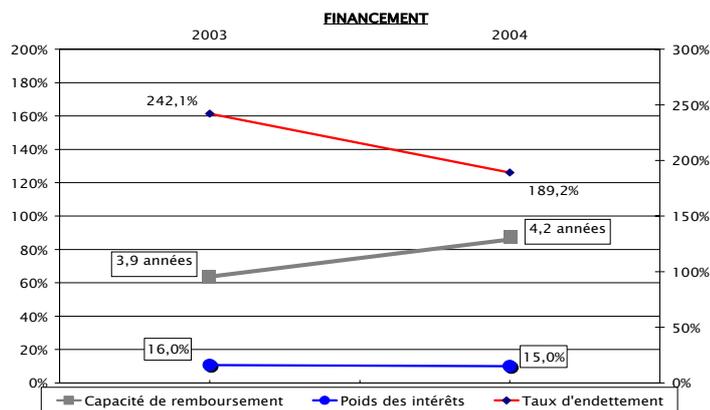


▲ La répartition du revenu global dégagé en 2004 par les entreprises de l'échantillon se caractérise par la part prépondérante affectée au personnel (87 %). La part affectée aux prêteurs sous forme de frais financiers reste stable autour de 2 % sur la période. Celle allouée à l'entreprise ressort en léger repli (8 % en 2004 contre 10 % en 2003) au profit de la Collectivité - sous forme d'impôts et taxes - (3 % en 2004 contre 2 % en 2003).

RENTABILITÉ - EXPLOITATION



▲ La marge commerciale dégagée par les entreprises de l'échantillon enregistre une très faible progression (+0,6 point) pour atteindre 12,2 % en 2004, ce qui témoigne d'une bonne maîtrise des coûts d'achats au cours de l'année. La rentabilité brute d'exploitation, qui se maintient autour de 1 %, est relativement faible. La marge nette se dégrade sur la période (0,3 % en 2004 contre 0,5 % en 2003). De même, la rentabilité des capitaux se détériore (18,9 % en 2004 contre 36,4 % en 2003) consécutivement à la faiblesse du résultat net alors que les capitaux propres enregistrent une très forte progression de 42 % en 2004.



▲ Le taux d'endettement des entreprises de l'échantillon s'établit à 189,2 % en 2004 contre 242,1 % en 2003. Cet indicateur doit être apprécié avec précaution étant donné qu'il intègre dans son calcul des comptes courants d'associés importants, assimilés à de l'endettement. La capacité de remboursement, qui atteint plus de 4 années de CAF en 2004 (contre 3,9 années de CAF en 2003), reste supérieure à la norme. L'évolution de cet indicateur s'explique par un accroissement de l'endettement bancaire alors que la CAF demeure relativement stable. Le poids des charges financières sur l'EBE s'élève à 15 % en 2004 (contre 16 % en 2003), ce qui demeure raisonnable.

▲ Le taux de couverture du besoin en fonds de roulement par le fonds de roulement des entreprises retenues dans l'échantillon reste largement supérieur au seuil de 100 % et s'améliore (198,6 % en 2004 contre 195,1 % en 2003). L'évolution de cet indicateur trouve son origine dans la croissance des fonds propres nets (marquée par la mise en report à nouveau des bénéfices dégagés), l'accroissement de l'endettement bancaire à terme et des amortissements ainsi que la stabilité du besoin en fonds de roulement d'exploitation. Les concours bancaires courants, qui représentent un peu plus des trois quarts du besoin en fonds de roulement d'exploitation, enregistrent une progression de près de 4 % en 2004.

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS ET RATIOS

Valeur ajoutée (VA) =	Marge commerciale + Production de l'exercice - Consommation en prov.tiers	Indicateur du poids économique de l'entreprise, mesurant la création de valeur apportée par celle-ci.
Excédent brut d'exploitation (EBE) =	VA + Subventions d'exploit. - Impôts et taxes - Salaires et charges sociales	Indicateur de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise, qui représente la valeur apportée par le capital économique.
Résultat net comptable =	Somme algébrique de tous les produits et de toutes les charges.	
Besoins en fonds de roulement (BFR) =	Actifs d'exploitation - Dettes d'exploit.	Besoins liés au cycle d'exploitation (mesurés en nombre de jours) issus des décalages entre flux physiques et flux financiers.
Fonds de roulement net global (FRNG) =	Capitaux propres + Amort. et prov. + Dettes financières - Actif immobilisé	Différence entre les ressources stables et les emplois stables.
Revenu global (ou Revenus répartis) =	VA + Autres produits et charges d'exploit. + Résult. hors exploit.	Surplus total de richesses créées par l'entreprise, réparti entre les divers partenaires de l'entreprise.
Taux de marge commerciale =	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Vente marchandises}}$	Résultat de l'activité de négoce.
Rentabilité brute d'exploitation =	$\frac{\text{EBE}}{\text{CA}}$	Indicateur significatif de la performance industrielle de l'entreprise et de sa capacité bénéficiaire.
Marge nette =	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{CA}}$	Résultat dégagé pour 100 de chiffre d'affaires.
Rentabilité des capitaux =	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Fonds propres nets}}$	Mesure de l'aptitude de l'entreprise à renforcer et à rémunérer ses fonds propres. Il doit être aussi élevé que possible.
Capacité de remboursement =	$\frac{\text{Endettement à terme}}{\text{Capacité d'autofinancement}}$	Valeur-limite souvent fixée par les banquiers à 3,5.
Taux d'endettement =	$\frac{\text{Endettement}}{\text{Capitaux propres}}$	Mesure de l'indépendance financière de l'entreprise.
Poids des intérêts =	$\frac{\text{Intérêts}}{\text{EBE}}$	Part du profit global que l'entreprise doit consacrer à la rémunération des capitaux empruntés.
Couverture BFR/FRNG =	$\frac{\text{FRNG}}{\text{BFR}}$	Financement du BFR par le FRNG, comblé par des crédits banc. courants.
Financement courant des BFR =	$\frac{\text{Concours bancaires courants}}{\text{BFR}}$	Mode de financement des besoins issus du cycle d'exploitation.

AGENCE DE
NOUMÉA
Décembre 2005

BILAN FONCTIONNEL ET COMPTE DE RÉSULTATS MOYENS

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (milliers FCFP)	2003	2004	Variation
Fonds propres nets	4 521	6 421	+ 42,0 %
+ Dettes financières stables	10 945	12 146	+ 11,0 %
+ Amortissements et provisions	9 990	11 001	+ 10,1 %
- Immobilisations brutes	16 311	20 000	+ 22,6 %
= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	9 145	9 568	+ 4,6 %
Stocks et en cours	8 691	9 638	+ 10,9 %
+ Créances clients	7 066	7 274	+ 2,9 %
- Dettes fournisseurs	7 032	7 608	+ 8,2 %
- Dettes fiscales et sociales	4 312	4 813	+ 11,6 %
+ Solde autres créances et dettes d'exploit.	272	328	+ 20,6 %
= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPL.	4 685	4 819	+ 2,9 %
+ Besoins en fonds de roulement hors expl.	599	789	+ 31,7 %
= BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT	5 284	5 608	+ 6,1 %
Disponibilités	7 410	7 651	+ 3,3 %
- Crédits bancaires courants	3 551	3 691	+ 3,9 %
= TRÉSORERIE	3 859	3 960	+ 2,6 %

Source : Centrale des bilans de l'IEOM

RÉSULTATS MOYENS (en milliers de FCFP)	2003	2004	Variation
CHIFFRE D'AFFAIRES	363 730	384 884	+ 5,8 %
Marge commerciale	41 322	46 197	+ 11,8 %
+ Production de l'exercice	6 145	6 030	- 1,9 %
= PRODUCTION GLOBALE	47 467	52 227	+ 10,0 %
- Consommations intermédiaires	15 616	18 925	+ 21,2 %
= VALEUR AJOUTÉE	31 851	33 302	+ 4,6 %
+ Subventions d'exploitation	26	13	- 50,0 %
- Impôts et taxes	206	255	+ 23,8 %
- Charges de personnel	27 140	28 594	+ 5,4 %
= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	4 531	4 466	- 1,4 %
- Dotations (nettes de reprises)	1 305	1 766	+ 35,3 %
+ Autres produits et charges d'expl.	-385	-424	+ 10,1 %
- Charges financières nettes	678	658	- 2,9 %
= RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	2 163	1 618	- 25,2 %
+ Produits et charges exceptionnels	66	269	+ 307,6 %
- Participation des salariés	0	0	ns
- Impôts sur les bénéficiaires	582	673	+ 15,6 %
= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 647	1 214	- 26,3 %
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	2 759	2 889	+ 4,7 %

Source : Centrale des bilans de l'IEOM